

Migrations, colonisations et modifications des structures agraires sur la côte équatorienne

ANNE BRIDE

Peuplement et mise en valeur agricole ont modifié profondément les données géographiques de l'Équateur. La zone côtière¹ abrite aujourd'hui une population égale à celle de la Sierra. En effet, celle-ci représentait en 1962, 2 500 000 h. soit 55 % de la population avec un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 2.8 %. En revanche, la Côte ne regroupait que 43 % soit 2 100 000 h. mais progressait au rythme de 4.3 %. En 1970, elle dépasse 3 millions d'habitants avec 49 % de la population du pays. Cette croissance démographique parallèlement à l'essor économique modifie la répartition de la population jusque là très inégale. L'occupation du sol gagne les zones restées vides jusqu'alors. Peu à peu, les déplacements de population effacent les déséquilibres. Ainsi, le bassin du Guayas est devenu une zone attractive pour le Manabí, foyer séculaire de peuplement aujourd'hui surpeuplé. De même, les paysans sans terres de la Sierra peuvent y trouver terres et emplois.

Mais la croissance démographique (5.4 %) est telle qu'elle ne peut être absorbée entièrement et surtout rapidement. Elle entraîne donc le gonflement des petits centres urbains et l'augmentation accélérée de la ville de Guayaquil qui en l'espace de 10 ans est passée de 468 000 à 800 000 habitants.

Ces déplacements vers les zones faiblement occupées sont le résultat d'un appel de main d'oeuvre important correspondant à la mise en valeur progressive des forêts côtières. Le succès de l'exportation du cacao, puis de la banane a favorisé les défrichements et les plantations sur des terrains encore vierges. Ces vingt dernières années de mise en valeur intensive ont permis une meilleure répartition démographique, et, dans l'ensemble, un réaménagement du territoire. Ce dernier s'est fait en majorité à partir de colonisation spontanée sur l'initiative de petits paysans sans terres ou sur celle de petits et mo-

yens entrepreneurs urbains qui se sont installés dans les vides laissés par les grandes haciendas traditionnelles. La colonisation officielle s'est portée principalement sur le vaste secteur de Santo Domingo qui cristallise les efforts du gouvernement.

Ces transformations font évoluer les structures agraires assez rapidement. La confrontation latifundio-minifundio n'y est pas figée comme dans la plupart des pays voisins. Le latifundio traditionnel y semble condamné. En effet, les grandes sociétés résistent mal quand elles ne sont pas étrangères aux divisions successorales et aux fluctuations du marché. Ces dernières se sont faites durement sentir lors de la crise du cacao en 1924 et actuellement par le changement techniquement difficile et coûteux, mais indispensable, de la banane Gros Michel en variété Cavendish pour répondre aux besoins nouveaux de l'exportation. L'organisation sociale montre une certaine mobilité, inconnue ailleurs, mettant en évidence l'existence d'une nouvelle classe de propriétaires d'origine urbaine, formée de représentants des professions libérales ou de commerçants dont un très grand nombre de libanais.

En dehors de toutes ces transformations, la Côte subit également les mesures de réforme agraire prises à l'échelle nationale. Ces mesures vont transformer les ouvriers agricoles de la Côte en petits propriétaires qui resteront partiellement des prolétaires peu armés vis à vis des difficultés qu'entraînent les cultures d'exportation. Une certaine inquiétude règne sur la Côte. Elle n'est pas due au fait que des propriétaires vont perdre des terres, mais avant tout au manque de main d'oeuvre, ce qui n'est pas étonnant dans un pays où, en fait, la terre ne manque pas, mais où la main d'oeuvre spécialisée nécessaire pour ces cultures est très rare.

Contrairement donc à la Sierra, la Côte se modifie très rapidement à la fois dans la répartition spatiale de sa population et dans les caractères techniques et sociaux de l'occupation du sol.

I. LES MIGRATIONS

La Côte équatorienne est parmi les régions agricoles dynamiques de l'Amérique Latine une de celles qui subit le plus de changements. Les déplacements de population sont un des aspects les plus importants de la grande transformation de la Côte. Les mouvements sont très complexes et encore peu étudiés en dehors du recensement de 1962. Des populations descendent de la Sierra, tandis que de province à l'autre de la Côte s'effectuent des échanges.

Le recensement montre que plus de 311 000 personnes sont considérées comme immigrantes dans les 5 provinces côtières. Elles se ré-

partissent selon le tableaux suivant qui met en évidence l'énorme attraction du Guayas:

Guayas	196 621 h.
Los Ríos	43 483 h.
El Oro	43 072 h.
Esmeraldas	17 328 h.
Manabí	11 274 h.

Il s'agit de populations recensées comme venant d'une autre province de la Côte ou encore de la Sierra. Le mouvement entre les provinces de la Côte est beaucoup plus important que celui provenant de la Sierra. Mais il existe aussi un fort courant de main d'oeuvre temporaire et saisonnière issu de la Sierra qui ne peut être chiffré que tres aproximativement.

a) Les migrations interprovinciales de la Cote

Le plus grand mouvement de population à partir de la Côte se fait en direction de la province du Guayas. En effet, près de la moitié de ses immigrants vient de la Côte (le reste de la Sierra) à partir principalement du Manabí (40 000) et de los Ríos (35 000). Ceux d'El Oro (10 000) et d'Esmeraldas (6 000) sont ensuite beaucoup moins nombreux. Nous verrons plus loin les points d'accueil privilégiés de la province. Celle ci est également le point de départ d'environ 35 000 personnes de catégories diverses vers les quatre autre provinces côtières.

La province de Los Ríos, deuxième zone d'accueil, reçoit déjà un nombre d'immigrants beaucoup moins important provenant du Guayas (17 400) et du Manabí (7 000).

La province d'El Oro n'a d'échanges importants sur la Côte qu'avec le Guayas que lui envoya 8 800 personnes avant 1962.

Tout au Nord, la province d'Esmeraldas attire principalement les habitants du Manabí (6 573) qui constituent pratiquement les deux tiers des migrants de la région. Le Guayas (1879) et la Sierra comme nous le verrons plus tard apportent peu d'effectifs, malgré les possibilités régionales.

La province du Manabí ne reçoit pratiquement aucun immigrant des provinces côtières, en dehors du Guayas (5 237). Le Manabí est, en effet, une zone de départ. On retrouve des migrants de cette région dans toutes les provinces côtières en nombre tres important, à l'exception de la province d'El Oro. Dans la région littorale, anciennement exploitée et plus densément peuplée, ces départs s'expliquent par la surpopulation de cette zone dans les conditions actuelles de mise en valeur par un taux de croissance naturel très élevé (4%), par

des sols moins riches et enfin par la longue période de sécheresse qui accéléra les départs depuis 1940. Le Manabí envoie, en outre, chaque année, un grand nombre de migrants saisonniers dans toutes les provinces et, principalement, pour les récoltes de riz du Guayas.

Enfin, il convient d'ajouter les migrations vers Santo Domingo, non recensées en 1962, le canton n'étant pas encore créé. Il accueille des gens du Manabí, d'Esmeraldas et du Guayas mais surtout des populations andines.

b) Les migrations de la Sierra vers la Côte

Depuis quelques années, la Sierra ne peut plus répondre aux besoins d'une population sans cesse croissante. Aussi à la recherche de terres nouvelles et d'un emploi, les paysans indiens de la montagne descendent-ils s'installer sur la Côte. Les mouvements les plus importants sont observés à partir des provinces les plus densément peuplées de la Sierra et vers les régions les plus attractives et les plus voisines de la Côte. En effet, le Guayas regroupe le plus grand nombre d'andins soit environ 90 000 personnes, venant principalement des provinces de Chimborazo (18 000), d'Azuay (18 000), de Pichincha (15 405) et de Tungurahua (13 000). La province d'El Oro est la deuxième zone attractive pour les 26 350 serranos qui y ont émigré en provenance de Loja principalement, puis d'Azuay et un peu de Pichincha. Los Ríos n'attirent au contraire que très peu de paysans de la Sierra. On ne compte que 11 883 personnes provenant de Bolívar principalement, puis de Cotopaxi et de Tungurahua. Enfin, Esmeraldas et Manabí accueillent très peu de montagnards, 2 140 pour la première en provenance du Pichincha et seulement 1 380 du Pichincha, pour le Manabí.

La province du Pichincha est celle qui fournit le plus de main d'oeuvre à travers la Côte. Sa population très dense explique facilement ces départs, tandis qu'il est normal également de trouver en plus grand nombre dans le Guayas et El Oro des paysans des provinces andines les plus proches. C'est ainsi que les gens de Loja se retrouvent plus nombreux dans la province côtière d'El Oro qui lui est contiguë.

Enfin, Santo Domingo reçoit des populations de la Côte, mais la majorité est andine. On estime que le canton attire 17% des migrants de la province du Pichincha, tout le reste allant à Quito.

Ce sont donc les zones d'intense activité agricole ou de défrichement qui attirent dans les plantations de banane, de canne à sucre et dans les rizières toute une catégorie de population montagnarde qui a pris l'initiative de partir définitivement. Mais, il existe aussi une im-

portante migration temporaire correspondant à des essais de 2 à 3 ans ou plus, pour le paysan venant tenter sa chance, ou encore conséquence de faits exceptionnels comme la sécheresse qui sévit en 1965 dans la province de Loja responsable des départs vers El Oro.

Enfin, on observe toute une migration saisonnière de paysans à la recherche d'un emploi complémentaire, lui assurant pour toute l'année du travail et un revenu supérieur, grâce à un vrai salaire sur la Côte. Ces mouvements se réalisent régulièrement à un moment déterminé correspondant à la période du chômage dans la Sierra et à l'époque de la récolte sur la Côte. Le paysan, le plus souvent, descend sans sa famille pour 3, 6 ou 9 mois pour le défrichement, les semailles, la plantation ou la récolte dans les grandes haciendas. Il retournera ensuite dans son village d'origine. Ce sont principalement des manœuvres libres, des "comuneros", des "aparceros", des "arrendatarios" et également des "ex-huasinpungueros".

Des enquêtes plus poussées sur le terrain permettraient d'approcher statistiquement ce phénomène. Néanmoins, on estime que cette migration saisonnière fournit près de 50 % de la main d'oeuvre pendant la période de récolte de la région de Babahoyo, principalement dans les rizières et les champs de canne à sucre. Il est en outre difficile de se rendre compte de l'ampleur du mouvement se dirigeant de la Sierra vers les villes de la Côte.

Il faut encore noter la grande faiblesse des envois de la Côte vers la Sierra. Il ne s'agit que d'un très petit nombre de gens du Manabí, d'Esmeraldas vers Quito et le Pichincha presque exclusivement. L'attraction de Quito est peu importante (20 % des migrants viendraient de la Côte tandis que 36 % des migrants vers Guayaquil sont originaires de la Sierra.

c) Les zones d'attraction

Après avoir vu les courants de migrations interprovinciales de la Côte, puis ceux de la Sierra vers cette dernière, il convient de mettre plus en évidence les zones d'attraction à l'intérieur des provinces. La carte ci-joint permet de localiser les cantons privilégiés tandis que le tableau suivant proportionne les données:

On constate l'attraction écrasante de Guayaquil avec 70 % des migrants du Guayas, alors que des centres très actifs comme Milagro et Balzar ne regroupent chacun que 9.8 % de la population migrante, car il s'agit d'une zone d'occupation du sol ancienne qui a fixé sa population depuis longtemps.

LES MIGRATIONS COTIERES*

<i>Immigrants</i>	<i>De la Côte</i>		<i>De la Sierra</i>	
	Manabí	40 059	Chimborazo	18 428
	Los Ríos	35 430	Azuay	18 189
	El Oro	9 969	Pichincha	15 405
	Esmeraldas	6 000	Tungurahua	13 150
Guayas	(Guayas)	13 300	Cañar	8 322
			Loja	3 733
196 621			Bolívar	3 439
			Cotopaxi	2 941
			Imbabura	1 494
	Guayas	17 427	Bolívar	6 289
Los Ríos	Manabí	6 957	Cotopaxi	2 344
	(Los Ríos)	3 719	Pichincha	1 202
43 483			Tungurahua	2 048
	Guayas	8 868	Loja	15 251
El Oro	(El Oro)	4 370	Azuay	9 764
43 072			Pichincha	1 336
	Manabí	6 573	Pichincha	1 609
Esmeraldas	Guayas	1 879	Imbabura	506
17 328	(Esmeraldas)	1 496		
	Guayas	5 237	Pichincha	1 380
Manabí	Esmeraldas	786		
11 274	(Manabí)	945		

(D'après le recensement de 1962)

*Les provinces envoyant moins de 1 000 h. n'ont pas été étudiées.

Les migrants des provinces d'El Oro et du Guayas se regroupent principalement dans les cantons des grandes villes, Machala 43% , Quevedo 48% , Babahoyo 30.5% . Le reste des migrants se disperse à travers les autres cantons.

On observe une meilleure répartition dans les différents cantons d'El Oro. En effet, Pasaje (11.5) exerce une certaine attraction ainsi que Santa Rosa (10.5), Arenillas (10.5) et Pinas (9.5).

Enfin, dans le Nord, le canton d'Esmeraldas concentre les deux tiers des migrants (67.6%) qui se répartissent ensuite entre Eloy Alfaro (17.2) et Muisne (15.2).

Ces zones préférentielles d'accueil reflètent le dynamisme récent de certains de ces cantons sur le plan de la mise en valeur agricole. Ce sont également les cantons les plus urbanisés qui attirent le plus

grand nombre de migrants. Peu à peu les cartes de l'occupation du sol changent en même temps que celles de la répartition des habitants, offrant un meilleur équilibre, mais aussi une inquiétante augmentation de la population urbaine.

<i>Province</i>	<i>Canton</i>	<i>%</i>	<i>Nombre d'habitants</i>
Guayas	Gayaquil	70	137 849
	Milagro	9.8	19 116
	Balzar	9.3	17 739
	Yaguachi	5	9 976
	Najanral	1.8	3 667
	Salinas	1.8	3 646
	Daule	1	1 949
	Santa Elena	0.7	1 572
	Urbina Jado	0.4	846
	Samborondon	0.2	361
El Oro	Machala	43.5	18 923
	Pasaje	19.5	8 393
	Santa Rosa	10.5	4 612
	Arenillas	10.5	4 492
	Pinas	9.5	3 993
	Zaruma	6.5	2 659
Los Ríos	Quevedo	48.5	21 096
	Babahoyo	30.5	13 277
	Ventanas	8	3 423
	Vinces	5	2 081
	Urdaneta	4	1 786
	Baba	2.5	1 147
	Pueblo Viejo	1.5	683
Esmeraldas	Esmeraldas	67.6	11 723
	Eloy Alfaro	17.2	2 993
	Muisne	15.2	2 612

d) Une urbanisation rapide

La Côte équatorienne compte un assez grand nombre de centres urbains et de bourgs dynamiques. En dehors de la grande ville de Guayaquil (800 000 h.) on trouve, en 1970, 35 villes de plus de 2 000 h. dont seulement 6 ont entre 40 000 et 60 000 h. La différence numérique entre Guayaquil et les 8 villes moyennes de Machala, Milagro, Babahoyo, Quevedo, Manta, Puerto Viejo et Esmeraldas est considérable.

Depuis quelques années, la population et les activités y augmentent considérablement en y transformant le paysage et l'ambiance urbaine traditionnelle. A la croissance démographique il convient donc d'ajouter un fort mouvement migratoire vers les villes pour expliquer cette urbanisation intense.

Les recensements de 1950 et 1962 et nos enquêtes en 1970 prouvent le rythme rapide de cette croissance urbaine sur la Côte. En effet, en 1962, la population urbaine représentait 40.2% de la population au lieu de 32.6% en 1950, tandis qu'elle diminuait dans la Sierra de 1950 à 1962 de 31.6 à 26.2%. En 1970, la population urbaine de la Côte est estimée à 45%.

A l'exception du Guayas, seule province à avoir augmenté sa population rurale de 14 216 personnes, toutes les autres provinces ont perdu des ruraux entre 1950 et 1962:

Manabí	28 392
Los Ríos	4 508
Esmeraldas	8 715
El Oro	5 656

Les mouvements migratoires observés précédemment pendant cette période se sont donc dirigés généralement après un passage dans un emploi agricole principalement vers les centres urbanisés. Le Manabí est l'unique province à avoir un solde négatif de 6 539 personnes, n'ayant pas, malgré un accroissement urbain, gagné autant d'habitants dans les villes que n'en ont perdu les campagnes.

Le rythme d'urbanisation n'est pas le même partout. Tous les centres ont progressé, mais certains ont eu une croissance exceptionnelle prouvant une attraction plus grande de l'exode rural.

En effet Quevedo s'est accru de 13.8% entre 1950 y 1962. La mise en valeur intense de cette région explique ce phénomène. C'est aussi le cas de Machala (12%). Esmeraldas avec une moins grande croissance (8.6%) concentre cependant tout l'exode rural de la province par suite du très petit nombre de villes de la région. Santo Domingo suit certainement une poussée démographique du même ordre. Or Santo Domingo et Quevedo ne sont pas des capitales provinciales, mais elles ont su tirer parti de la croissance économique régionale et leur position de plaque tournante routière.

Les centres du Manabí, assez nombreux par rapport à l'ensemble de la Côte ont également subi une augmentation au delà de l'accroissement naturel. Le nombre de centres contrebalance l'influence d'une seule grande ville. Cependant les deux plus importants, Puerto Viejo et Manta, se sont accrus selon un rythme annuel de 5.8 et

4,8%. Les gens du Manabí ont quitté leurs campagnes en grand nombre, soit pour se réfugier dans les villes, soit pour s'installer dans les autres régions.

L'urbanisation de la Sierra est moins rapide. Par comparaison, les deux grandes villes de Cuenca et de Río Bamba n'ont augmenté que de 3,6% et 2,9% par an.

Enfin, les taux de croissance du Guayaquil est plus fort que celui de Quito: 5,9% au lieu de 4,7%. La ville de Guayaquil a une croissance démographique à l'image de celle de la Côte.

Avec ses 800 000 h. en 1970 et bientôt 1 million vers 1975, la ville regroupe depuis un plus grand nombre d'années que la Côte une population venant de tout le pays.

Les quartiers populaires spontanés reflètent assez bien ce mouvement en réunissant souvent des populations d'origine géographique commune, chassées des campagnes pour les mêmes motifs.

Dans la "barriada" El Cisne vivent des paysans de l'Austro. Ce sont d'anciens tisseurs de paille qui arrivèrent vers 1950.

La "barriada" de Guerrero Martínez, la première créée, est habitée en majorité par des migrants des provinces de Los Ríos et du Guayas qui arrivèrent là après les inondations de 1963. Devenus des urbains, ces paysans ne retournèrent pas ensuite sur leurs terres, laissant la place à de nouveaux venus.

Enfin, la population noire et mulâtre se regroupe dans le quartier de la Chala depuis la crise de la banane Gros Michel qui vers 1962 bouleversa la province du Nord et obligea une partie des paysans à émigrer.

L'autre trait caractéristique de Guayaquil, point de rassemblement d'immigrants de toute origine, est la présence en plein centre de la ville de taudis (tuguries) d'indigènes de la Sierra. Il s'agit le plus souvent de migrants temporaires venus travailler sur les marchés et participer aux travaux de construction.

II. LA COLONISATION SUR LA CÔTE EQUATORIENNE

La mise en valeur de la Côte est le résultat d'une colonisation spontanée qui commença au début du XX^{ème} siècle avec l'essor du cacao, puis celui de la banane. Peu à peu, la limite des zones d'occupation est repoussée, les chemins et les rivières permettent d'aller plus avant dans l'intérieur où l'on contrôle mieux désormais la malaria.²

Les premiers colons sont partis des ports et bien sûr Guayaquil plus puissant réussit sur une plus grande surface à entraîner ses pionniers dans tout le bassin du Guayas et à contrôler peu à peu toute la Côte.

Les premiers occupants de la région de Santo Domingo partirent eux de Quito pour s'installer dans cette ouverture d'une vallée andine vers la Côte, il faut attendre 1965 pour qu'une route relie Santo Domingo à Guayaquil.

Partout l'emporte la colonisation spontanée avec pu sans capitaux en achetant ou en occupant des terres à une période où celles-ci n'étaient pas encore bien définies. Le mouvement se poursuit encore chaque jour. On défriche et on plante de la banane sur les terres inoccupées des grandes propriétés et dans les forêts avoisinant, les routes et les chemins.

Depuis quelques années, le gouvernement a entrepris une politique de colonisation officielle à laquelle s'ajoutent en même temps les efforts de réforme agraire. Depuis 1964, l'Institut Equatorien de Réforme Agraire et de Colonisation (IERAC) est chargé de l'application de ces deux objectifs.

La colonisation officielle

La colonisation officielle est émiettée un peu partout à l'exception de la seule grande région de colonisation de Santo Domingo; là, le gouvernement a en fait entrepris une longue action depuis une dizaine d'années.

La plus grande partie des terres de colonisation a été vendue vers 1966-1967 dans les provinces côtières tandis que dans celle du Pichincha, où est situé Santo Domingo, la période de plus grande vente de parcelles est 1965-1966. Depuis tout semble tourner au ralenti. Seulement 2 023 familles ont bénéficié de la colonisation officielle entre 1965 et 1970. 104 523 has. leur ont été vendus avec l'aide de l'IERAC. Les parcelles vendues sont de dimension très variée et souvent très réduite. Pour la même période, 5 030 familles ont obtenu 187 157 has. dans la région de Santo Domingo où se concentre le maximum d'efforts. Le tableau ci-joint montre la répartition entre les provinces et surtout les grandes inégalités de surfaces attribuées à chaque bénéficiaire.

Par rapport à la colonisation entreprise dans tout le pays, la Côte est privilégiée. En effet, seule la province de Morona Santiago située dans l'Oriente est l'objet d'une colonisation officielle intense. Mais pour apprécier son importance il faut noter qu'elle est du même ordre que celle effectuée dans la province d'Esmeraldas. Dans toutes les autres provinces de la Sierra, l'effort est très faible.

Santo Domingo

La région de Santo Domingo est la grande zone de colonisation de

<i>Province</i>	<i>Canton</i>	<i>Paroisse</i>	<i>Beneficiaire</i>	<i>Surface</i>
Esmeraldas	Quininde	Rosa Zárate	1 028	38 522
	Eloy Alfaro	San Lorenzo	41	819
	Esmeraldas	Atacanes	139	1 879
	Muisne	Camarones	6	114
Los Ríos	Quevedo	Mocache	488	19 473
		Valencia	2	123
	Ventanas		59	1 676
	Vinces		135	4 448
Guayas	Balzar		268	9 521
	Daule	Piedradita	39	1 396
	Guayaquil	Chongon	12	607
	Salinas		2	551
	Santa Elena		11	1 161
	Najanral		163	4 633
	Yaguachi		10	451
	Velasco Ibarra		12	496
El Oro	Machala		249	3 321
	Pasaje		62	1 571
	Chilla		40	597
	Arenillas		36	4 578
	Santa Rosa		2	57
Manabí	Chone	Flaire Alfaro	64	3 575
	Sucre		4	232
	Jipijapa		1	5
	El Carmen		258	8 061

tout l'Equateur. C'est sur elle que le gouvernement, depuis 1960, a porté la plus grande partie de ses efforts. Il s'agit, en effet, de 600 000 has considérés comme zone de colonisation. Ils sont situés principalement à l'extrémité Ouest de la province de Pichincha et chevauchent également sur les provinces avoisinantes d'Esmeraldas, Manabí, Guayas, Los Ríos et même du Cotopaxi.

C'est vers 1960 que le premier projet portant sur 270 000 has a été peu à peu organisé par l'Institut de Colonisation. Il s'agissait d'une programme assez élaboré et orienté vers l'élevage. En 1964, la création de l'IERAC auquel s'ajouta l'aide du programme du BID porta l'entreprise à une échelle de 600 000 has.

Avant cette occupation volontaire, la région avait attiré déjà la colonisation spontanée depuis trente ans sur cet immense cône d'épannage à l'entrée de la vallée andine que unit le bassin de Quito à la Côte. Des haciendas importantes se sont surtout organisées à partir

de 1947, date de l'amélioration de la route vers Quito, permettant surtout le passage des camions. Ces haciendas existent toujours sur les mêmes emplacements privilégiés, le long des routes, jadis des pistes qui se dirigeaient vers Chone, Esmeraldas, Quito et Guayaquil. La superficie occupée par les haciendas est estimée à plus de 150 000 à 200 000 has, soit un peu plus d'un tiers de la zone de Santo Domingo. Elles appartiennent souvent à des étrangers.

Les nouveaux colons de l'IERAC se sont donc installés sur l'espace libre, au delà de ces haciendas, le plus souvent à 2 ou 4 kilomètres de la route. L'IERAC a créé 150 coopératives agricoles, dont chacune regroupe un certain nombre de lots. Chaque lot appartient à un membre de la coopérative. Par exemple, la coopérative n° 232, Río Suma, s'étend sur 3 679 has répartis en 118 lots appartenant à 118 membres. La superficie des coopératives est très variable, allant de 350 à 8 000 has. Les lots sont d'environ 50 has. et sont composés dans l'ensemble de bonnes terres. Celles-ci appartenant toutes à l'Etat, le colon a acheté à l'IERAC son lot en payant en premier les limites du lot et 10 % du prix de celui-ci. Le reste était payable en 5 à 10 ans. Quelques uns ont pu acheter un peu plus de terres. Ce sont surtout les premiers arrivés. Il n'a pas été tenu compte du nombre des enfants des familles dans cette parcellisation.

Toute la région de Santo Domingo représente 120 000 habitants dont 25 000 pour la ville du même nom. Les colons viennent surtout de la Sierra (+de 60 %). On observe aussi l'établissement d'un grand nombre de paysans du Manabí et de Loja (15 000 environ) venus là en raison des sécheresses qui éprouvèrent ces deux provinces. Très peu viennent d'Esmeraldas pourtant voisine. On compte également des étrangers, surtout des colombiens (environ 5 à 6 000).

L'aide apportée aux colons a toujours été très faible, et cela dès le début, tant du point de vue technique que financier. Ayant peu de ressources, la Direction Nationale des coopératives se préoccupe surtout de l'approbation des statuts des coopératives et oublie toute étude technique et financière pour déterminer la viabilité d'un tel organisme. Quant'aux fonctions d'éducation, de vulgarisation, d'aide technique, elles sont littéralement abandonnées. Santo Domingo qui réclamait 20 professeurs pour ses écoles en a besoin aujourd'hui de plus de 150. L'aide de la BID consiste surtout en des crédits pour le développement de l'élevage, des cultures à cycle court et de l'habitat rural. Pour obtenir ces crédits il n'est même pas nécessaire pour le colon d'appartenir à une coopérative.

Depuis le début, les coopératives sont surtout des regroupements de paysans unis dans la défense de leurs intérêts et luttant pour l'amélioration de leur condition. Il ne s'agit pas de coopératives de

production mais de coopératives d'aide technique pour légaliser les terres. La réalisation de travaux collectifs est importante les premières années. En effet, les nouveaux colons ont intérêt à y participer, surtout s'ils s'établissent dans une zone entièrement nouvelle où tout est à faire en matière d'infrastructure (école, ponts, routes). Peu à peu les travaux réalisés entre voisins diminuent tandis qu'augmente l'utilisation de main d'oeuvre salariée. Par exemple: la coopérative "El Esfuerzo" n'a que 32 % des colons qui participent aux travaux collectifs tandis que celle plus récente "Tierras Ecuatorianas" en un 41%. L'action communautaire ne se fait donc qu'au cours des premières années, lorsqu'elle est nécessaire pour faire pression pour l'achat des terres et pour la construction de l'infrastructure.

Les colons peuvent sortir de la coopérative lorsqu'ils le veulent. Ce sont en réalité des propriétaires au sens vrai du terme. Chacun peut vendre son lot ou une partie de celui-ci à qui il veut. De plus il cultive et vend ses produits selon ses goûts. Il n'existe qu'une seule coopérative de commercialisation de la banane à El Congoma (km 14 via Quevedo).

L'IERAC a essayé d'intervenir mais ne parvient pas à éviter les ventes entre paysans. On observe donc quelques accaparements et quelques divisions des lots à la suite de partages successoraux. L'absence de routes, pour libérer la production à vendre, a poussé certains paysans à se séparer des terres peu accessibles donc peu rentables.

Enfin, beaucoup de contrats oraux sont passés entre les paysans eux-mêmes pour le travail des terres, sans que l'IERAC puisse intervenir et connaître même la situation exacte. Ainsi, la répartition des terres plus ou moins égale entreprise au début entre les colons n'est plus respectée. Le système d'exploitation et les structures sociales traditionnelles ont vite repris jour et même, peu à peu, la pyramide sociale observée dans tout le reste du pays se reforme. De toute façon l'introduction de colons au milieu de grandes haciendas n'a pas établi une situation sociale facile, puisque reste toujours présent dans les faits et dans le paysage le contraste entre grande et petite propriété. Tel est le cas des colons qui sur des parcelles de 50 has. font de la polyculture et de la banane Gros Michel tandis que leur voisine, l'hacienda de Antonio Grande Centeno, sur ses 5 000 has. situés sur la route de Quevedo, élève plus de 4 000 têtes et a pu remplacer depuis deux ans ses bananes Gros Michel par la variété Cavendish pour améliorer ses ventes à l'extérieur.

Malgré les difficultés, il est prévu une extension de cette zone de colonisation. Actuellement, il reste très peu de terres vides; pourtant cela ne signifie pas que la totalité des terres soient exploitées. En ef-

fet, la zone du río Quininde n'est pas encore mise en valeur par suite du manque de pont.

Les zones d'extension se situent autour de la zone déjà colonisée, principalement dans la zone Est où se forme le projet d'installer 10 000 familles. Enfin, il est aussi prévu d'autres secteurs: au Nord sur la route de Quininde dans la zone dite de "Los blancos", et dans la zone vierge à l'Ouest de la Concordia.

III. LA MODIFICATION DES STRUCTURES AGRAIRES

a) *Les structures agraires*

La structure agraire de la zone côtière reflète la situation originale de cette région en transformation permanente et ses différences avec la Sierra. Entre 1954 et 1968, la surface exploitée a considérablement augmenté, passant de 2 979 300 à 3 699 951 has. Par comparaison, elle a subi dans la Sierra une légère diminution, malgré une augmentation importante du nombre des exploitations. Ces dernières, sur la Côte ont également sur le plan numérique plus que doublé, passant de 84 600 à 207 500.

La situation sur la Côte est dans l'ensemble beaucoup moins grave que dans la Sierra où l'opposition latifundio-minifundio pèse encore lourdement, puisqu'en effet 95 % des exploitations ont moins de 20 has. Selon le tableau ci-joint, la petite exploitation prédomine en nombre sur la Côte. Au cours de la période intercensale, on observe même une nette augmentation du nombre des petites propriétés de 0 à 20 has. correspondant à l'installation de nouveaux colons sur des terres nouvelles et à des ventes de parcelles des grandes haciendas. La moyenne et la grande exploitation représentent cependant mieux la réalité; elles couvrent plus de 57 % de la superficie et tendent à augmenter. Mais le fait le plus important reste cependant la disparition progressive du latifundio de plus de 500 has. qui occupait encore en 1954 plus de 41 % de la superficie, et qui ne conserve en 1968 que 22 % de celle-ci.

La grande propriété et surtout le latifundio ont été sévèrement atteints sur la Côte, bien avant la réforme agraire. Ce sont davantage les aléas du système d'exploitation basé sur l'exportation qui ont modifié la structure agraire. Les deux graves crises du cacao en 1924 et récemment de la Gros Michel, ont entraîné un recul des sociétés étrangères, tandis que les sociétés familiales traditionnelles contraintes de reconvertir et fois leur production ont dû payer leur investissement par d'importantes ventes de terre. En effet, la variété Cavendish notamment nécessite une préparation du terrain, une irrigation et un soin plus intense.

En général, les ouvriers agricoles ont pu acheter de petites parcelles, mais les principaux bénéficiaires sont surtout des citadins, commerçants, cadres et représentants des professions libérales, qui constituent pour une grande part ce qui est actuellement l'exploitation moyenne.

	<i>Nombre des exploitations</i>		<i>Superficie (has.)</i>	
	<i>1954</i>	<i>1968</i>	<i>1954</i>	<i>1968</i>
<i>Côte</i>				
Petite exploitation 0 à 20 has.	64 170 75.7 %	173 365 83.6 %	359 600 13.1 %	776 658 20.9 %
Moyenne exploitation 20 à 100 has.	16 426 19.4 %	28 787 13.9 %	700 000 23.5 %	1 208 750 32.7 %
Grande exploitation 100 à 500 has.	3 419 4.1 %	4 649 2.2 %	685 200 23.0 %	901 524 24.4 %
Latifundio plus de 500 has.	650 0.8 %	648 0.3 %	1 234 500 41.4 %	813 029 22.0 %
Total:	84 665	207 449	2 979 300	3 699 951
<i>Sierra</i>				
Petite exploitation 0 à 20 has.	195 166 94.5 %	387 925 95.5 %	638 400 21.1 %	849 742 29.9 %
Moyenne exploitation 20 à 100 has.	11 316 4.3 %	14 867 3.6 %	438 700 14.5 %	587 063 20.7 %
Grande exploitation 100 à 500 has.	2 368 0.9 %	3 228 0.8 %	471 100 15.6 %	650 060 22.9 %
Latifundio plus de 500 has.	719 0.3 %	569 0.1 %	1 472 200 48.7 %	755 305 26.5 %
Total:	259 500	416 500	3 020 400	2 800 000

La distribution de la terre varie d'une province à l'autre. Dans celle du Guayas et de Los Ríos existent les plus fortes concentrations de terre, voire même de latifundio

—Guayas 251 exploitations de plus de 500 has. possèdent 608 100 has.
(= 1.1%) (=59.3%)

—Los Ríos 194 exploitations de plus de 500 has. possèdent 333 100 has.
(= 2.2%) (=53.6%)

tandis que dans les provinces du Manabí, El Oro et Esmeraldas prédominent au contraire les propriétés de petite et moyenne extension comme le montre le tableau suivant:

—El Oro	0 à 20 has.	84.8 % des exploitations	20 % de la superficie.
	20 à 100 has.	11.9 % "	21.6 % "
	100 à 500 has.	2.7 % "	25.1 % "
	+ de 500 hs.	0.5 % "	33.2 % "
—Esmeraldas	0 à 20 has.	81.1 % des exploitations	18.9 % de la superficie.
	20 à 100 has.	14.8 % "	23.6 % "
	100 à 500 has.	3.6 % "	27.1 % "
	+ de 500 has.	0.5 % "	30.4 % "
—Manabí	0 à 20 has.	71.6 % des exploitations	18.3 % de la superficie.
	20 à 100 has.	23.9 % "	39.0 % "
	100 à 500 has.	3.2 % "	23.9 % "
	+ de 500 has.	0.3 % "	18.8 % "

L'absence de données par province sur le dernier recensement de 1968 qui n'est pas encore publié ne permet pas de montrer l'évolution. Seules les statistiques de la province d'Esmeraldas ont pu être obtenues:

<i>Esmeraldas</i>	<i>Nombre d'exploitations</i>		<i>Superficie</i>	
	<i>1954</i>	<i>1968</i>	<i>1954</i>	<i>1968</i>
O à 20 has.	81.1 %	65.9 %	18.9 %	13.9 %
20 à 100 has.	14.8 %	28.1 %	23.6 %	32.6 %
100 à 500 has.	3.6 %	5.0 %	27.1 %	27.9 %
plus de 500 has.	0.5 %	1.0 %	30.4 %	25.6 %
Total:	6 677	12 221	171 600	427 503

On constate une augmentation de la moyenne propriété familiale de 20 à 100 has, ou commerciale de 100 à 500 has. On note aussi une baisse de la très grande propriété de plus de 500 has, puisque la dimension moyenne de celle-ci était de 1 450 has en 1954 et de 927 has en 1968.

De même les partages successoraux des exploitations traditionnelles, phénomène commun à toute l'Amérique Latine, n'ont pas eu comme corollaire, à l'image de la côte péruvienne ou chilienne, la formation d'un latifundio ou d'exploitation agro-industrielle. Seule la région de Milagro a quelques entreprises de canne à sucre de ce type.

A ces éléments d'évolution s'ajoutent, depuis quelques années, les craintes d'une réforme agraire. Certains grands propriétaires ont préféré diviser et vendre à temps quelques unes de leurs exploitations, mais ce sont surtout les raisons précédentes qui les ont poussés.

L'étude de la structure agraire par province montre les différences considérables d'une région à l'autre. Malheureusement les données provinciales du recensement de 1968 n'ont pas encore été publiées, et seules les statistiques d'Esmeraldas ont pu être obtenues.

b) Les systèmes d'exploitation

L'exploitation directe prédomine dans la zone côtière, où plus de 70% des exploitations sont dirigées par le propriétaire et seulement 11% sont louées. Outre, les systèmes classiques de location comme le fermage et surtout le métayage il existe sur la Côte des contrats spécifiques: c'est le cas des "finqueros" et des "sembradores", dont le type de contrat sera expliqué plus loin. Enfin, il existe des colons qui sont, soit des occupants de fait sans titre légal, soit des producteurs qui ont reçu l'adjudication provisoire des terres de l'Etat. Le "huasipungaje" n'existe pas sur la Côte.

Le tableau suivant montre la répartition générale des systèmes de tenure au recensement de 1954:

<i>Tenencia</i>	<i>Exploitations</i>		<i>Surface has. occupée</i>	
Propriétaire	59 877	70.7 %	2 656 200 %	89.1 %
Arrendamientos	9 026	10.7 %	84 400 %	2.8 %
Partidarios	451	0.5 %	10 700 %	0.4 %
Huasipungueros	82	0.1 %	600 %	0.02 %
Comuneros	915	1.1 %	7 400 %	0.3 %
Colons	10 954	12.9 %	108 900 %	3.7 %
Formas mixtas	3 360	4.0 %	111 100 %	3.7 %
Total:	84 665	100.0 %	2 979 300 %	100.0 %

Les systèmes varient un peu d'une région à l'autre. En effet, la province du Manabí compte jusqu'à 95% des propriétés en exploitation directe et El Oro jusqu'à 82%.

Les provinces du Guayas, de Los Ríos, et d'Esmeraldas ont davantage d'exploitations en métayage, à partir d'unités de petite dimension. En effet, dans le Guayas, 38.9% des exploitations agricoles sont travaillées directement par leurs propriétaires et 31% sont travaillées par des métayers ou des fermiers. Il s'agit surtout de petits lots de rizières qui représentent 5% de la surface. C'est également le

cas dans la province de Los Ríos, mais en des proportions moins grandes, puisque 13.8 % sont métayers et cultivent 3.9 % des terres destinées à l'agriculture. Esmeraldas et los Ríos ont un pourcentage de colons assez remarquable.

Il existe une relation entre la dimension de la propriété et le système d'exploitation, comme le montre l'exemple de Babahoyo. Voici une enquête réalisée sur 57 exploitations situées dans le canton. Elle concerne 11 425 has soit 17 % de la superficie du canton où l'on compte au total 350 exploitations sur 64 300 has.

—51 sont exploitées en régime de propriété

—6 sont louées

(à noter qu'une partie des propriétés exploitées directement peut être louée).

L'exploitation indirecte est plus fréquente dans les grandes propriétés (100 %) et dans les moyennes (50 %). Mais les "arrendatarios" ont souvent des terres en propriété.

Elle l'est aussi davantage dans les zones de rizières.

On estime que les 57 propriétés forment au moins 450 unités différentes de production, qu'elles soient exploitées par des propriétaires, des colons occupants de fait ou des "arrendatarios".

Tous les propriétaires de plus de 500 has ont un administrateur. Ils résident pour les trois quart à Guayaquil et pour un quart à Babahoyo où ils exercent des professions libérales.

60 % des petits propriétaires de moins de 25 has complètent leurs revenus par d'autres activités, soit agricoles (comme journaliers), soit dans le secteur tertiaire.

La moitié des propriétaires d'haciendas moyennes exercent également une autre activité pour compléter leurs ressources.

L'HACIENDA

représente l'unité d'exploitation traditionnelle sur la Côte. Elle peut être de dimension très variée et utiliser une main d'oeuvre avec divers contrats.

LA PETITE ENTREPRISE FAMILIALE

compte moins de 20 has. Elle est considérée comme minifundio à partir de moins de 5 has. Ces petits propriétaires sont souvent des anciens finqueros. Ils peuvent être également locataires sur d'autres terres. Cependant, à ce niveau, les difficultés sont grandes pour améliorer la production et la qualité en l'absence de technique ou de crédit.

LA MOYENNE EXPLOITATION

est comprise entre 20 et 100 has. Elle est exploitée par un propriétaire résident, avec l'aide d'ouvriers agricoles généralement temporaires payés en argent.

LA GRANDE EXPLOITATION

s'étend de 100 à 500 has. On retrouve là l'hacienda traditionnelle, d'où le propriétaire s'absente une partie de la semaine pour Guayaquil. Il dirige parfois l'entreprise avec l'aide d'un administrateur, aidé lui-même d'un majordome si l'hacienda est grande. En général, l'administration reste entre les mains du propriétaire, le majordome coordonne toutes les opérations. L'absentéisme est donc limité.

LA GRANDE PLANTATION A HAUT NIVEAU TECHNIQUE

est rare sur la Côte. Son exploitation se fait grâce à des ouvriers salariés. L'exemple le plus significatif est celui de la Clementina qui s'étend sur 12 000 has à l'Est de Babahoyo; 52% des terres sont exploitées.

Plusieurs types de travailleurs exploitent ces propriétés. Il faut tenir compte de la variété des productions de chaque hacienda, nécessitant un travail plus ou moins spécialisé et pour une durée de temps variable. Il existe donc des contrats différents avec des travailleurs d'une même hacienda, en fonction du produit.

La main d'oeuvre salariée

Les ouvriers journaliers payés à la journée effectuent des travaux bien déterminés, tel que l'irrigation ou la préparation d'un terrain ou encore la fabrication de caisses d'emballage des bananes. Egalement l'entretien, la récolte et le séchage du cacao s'effectuent par des ouvriers payés à la journée. Dans les haciendas bananières on trouve des ouvriers réunis en équipe de 12 membres choisis par le propriétaire pour tout le travail de manutention et le conditionnement des caisses de bananes. En effet, ce travail ne fait pas partie du contrat d'entretien passé avec le "finquero". Enfin, sur les terres d'élevage, le propriétaire paye à la journée ou à l'année les vachers chargés des animaux.

Les contrats de location

On retrouve les deux systèmes classiques connus: "l'aparceria", dont

le contrat est basé sur la division par moitié de la récolte, et ‘l’arrendero’, dont le paiement se fait en argent. Ces deux systèmes impliquent en outre la possibilité de travailler en plus sur l’hacienda comme salarié.

On rencontre également trois contrats spécifiques à la Côte, les deux premiers à long terme, le dernier à court terme.

—*Le finquero* reçoit un terrain pour cultiver du café, du cacao et des bananes, pour lequel il paye au propriétaire une somme fixe en argent en produit ou en travail. Il est propriétaire de la maison. Il peut en outre semer quelques produits vivriers pour lui.

Un finquero par exemple passe un contrat pour l’entretien de 4 000 plants de bananiers durant toute leur croissance. Payé pour 365 jours, il travaille comme il l’entend, à condition que tout soit bien effectué. Il est en outre intéressé par le propriétaire par le nombre de caisses récoltées.

Aucune disposition légale ne protège le ‘finquero’, laissé au bon plaisir du propriétaire qui peut modifier le contrat. Le système de vente des productions réalisées par les finqueros se fait par l’hacendado pour toute la propriété.

Le contrat est écrit en général. Il tient compte de la superficie, de la qualité des terres, du produit à semer et de la quantité d’argent que reçoit le finquero par anticipation. Le finquero est souvent lié au propriétaire par ses dettes, causées par un retard dans le paiement de ses locations ou pour les achats à crédits réalisés.

—*Le redimidor*. Ce contrat est légèrement différent du précédent. Le redimidor reçoit du propriétaire une parcelle de terre sur laquelle il plante en général du café, du cacao et des produits de subsistance. Au bout d’un certain nombre d’années, lorsque la plantation est sur le point de produire, le propriétaire rachète les parcelles au redimidor. Le prix varie selon les plantes: par exemple 5 \$US. pour chaque plante de cacao, \$1.50 pour le café ou le bananier.

—*Le sembrador*. Il s’agit presque exclusivement de riziculteurs qui, chaque année, proposent leurs services dans les haciendas. Sur les 8 860 paysans considérés comme riziculteurs, 84 % sont sans terre, 34 % d’entre eux recevront par ce contrat 5 à 20 ‘cuadras’ et 50 % moins de 5. Le propriétaire assigne au sembrador pour six mois une parcelle de terre. L’instabilité est grande car la parcelle peut être différente chaque année. De même l’hacienda peut refuser de reprendre le sembrador d’une année sur l’autre.

A la récolte, le paysan paye sa location en produits, soit environ 3 quintaux de riz pilé par cuadro, s’il a nettoyé et irrigué la rizière. Cela représente plus ou moins 12 % de la production obtenue. Si le propriétaire a préparé la terre et les digues, et si la parcelle est irriguée, la location peut monter jusqu’à 12 quintaux. Entre ces deux systèmes existent évidemment toutes les situations intermédiaires. En général quand le propriétaire vit dans son hacienda, il fait une partie du travail de préparation des rizières.

Il faut compter en outre que pour piler le riz, opération non réalisable le plus souvent par le paysan, les propriétaires du moulin ou de la grande usine de décorticage exigent pratiquement le double. Ainsi ils reçoivent 200 livres de riz avec carcasse et ne payent que les 100 livres de riz pilé obtenues. Des sous-produits sont bien sûr gardés par eux pour être transformés à leur profit.

Pour pouvoir vivre en attendant la récolte, le paysan est obligé de faire

appel à la Banque de Développement qui exige un certificat de garantie du moulin ou des commerçants. Le paysan compromet donc sa récolte en la cédant à l'avance à bas prix ou à un prix fixe. Des prêteurs particuliers offrent en outre de l'argent à des taux usuraires de l'ordre de 20 à 30 % par an.

Ce système entraîne une grande mobilité de la main d'oeuvre. Il s'agit le plus souvent de paysans du Manabi qui retournent dans leur province d'origine une fois la récolte terminée. Des "empresarios" se chargent de contracter les paysans sur place. Ces contrats sont condamnés par la réforme agraire.

c) *La réforme agraire*

Pour essayer de remédier à cette inégale répartition des terres et à l'insuffisance des moyens de production de certaines catégories de paysans, principalement ceux sans terre, l'Equateur à l'exemple d'autres pays sud-américains, a établi une loi de réforme agraire qui a été votée en 1964 et complétée par la loi de colonisation. De plus, une loi d'abolition du précarisme vient d'être votée en septembre 1970.

La loi de 1964 propose une transformation progressive des structures agraires. Selon l'article 33, "aucune personne ne pourra être propriétaire sur la Côte de plus de 2 500 has, auxquels pourront s'ajouter jusqu'à 1 000 has de prairies (dans la Sierra 800 has et 1.000 has de prairies sans possibilités d'irrigation). La loi n'autorise les expropriations que dans certaines conditions, notamment en cas d'inexploitation notoire. En avril 1969, un amendement a été ajouté pour limiter les grandes propriétés sur la Côte à 600 has et à 400 has dans la Sierra. Mais il est reconnu en même temps que la loi ne s'applique pas pour les grandes propriétés à très haute productivité. Mais avant d'envisager une redistribution des terres, la loi de réforme agraire veut mettre avant tout un terme aux formes précaires de relations entre propriétaires et paysans sans terres. Les intentions existent mais la loi ne donne que des moyens limités et incomplets. L'organisme chargé de l'application est l'Institut Equatorien de Réforme Agraire et de Colonisation (IERAC).

Les premières activités de l'IERAC ont porté sur la liquidation de la forme la plus accentuée de précarisme: le huasipunguero, l'on trouve pour 95 % dans la Sierra. Selon la loi, le précariste est le travailleur agricole direct qui utilise une parcelle de terre en payant son usage en argent, en production, en travail ou en services.

Chaque huasipunguero est devenu propriétaire d'environ 3 has sur l'hacienda qu'il travaillait auparavant. En 1970, 19 000 familles ont reçu des titres définitifs de propriété. La légalisation de cette tenure précaire n'a pas résolu les problèmes agraires, mais a transformé le huasipunguero en minifundiste.

Sur la Côte, les applications de la réforme agraire ont porté principalement sur des adjudications et des légalisations de terres.

Au total, 31 923 has ont été attribués à 1 836 familles bénéficiaires entre 1965 et juin 1970 pour l'ensemble des provinces à l'exception du Manabí où il n'y a eu aucune adjudication. Pendant la même période, 23 093 has étaient attribués à 2 107 familles dans la Sierra. C'est dans la province du Guayas que se sont effectuées les plus grandes redistributions de terres, soit 18 970 has pour 1 332 bénéficiaires, puis dans Los Ríos avec 9 025 has pour 329 familles, enfin dans El Oro avec 3 744 has pour 174 familles; la part d'Esmeraldas est insignifiante avec 184 has.

A l'intérieur de la province du Guayas les transactions se sont effectuées surtout dans les cantons de Guayaquil (paroisse de Balzar), de Milagro et de Yaguachi, tandis que dans la province de Los Ríos, c'est surtout dans les cantons de Quevedo et de Vinces et dans celle d'El Oro les cantons de Machala et Pasaje.

La délégation de Guayaquil, représentant l'IERAC dans la région du Guayas et du Sud de Los Ríos est intervenue entre 1965 et 1970 sur 7 haciendas de superficies variées (entre 200 et 3 630 has). Cinq d'entre elles sont situées dans le Guayas et deux dans Los Ríos. C'est le cas de l'hacienda Venezia (lot de 1 à 20 has), María Eugenia, Agua Catal, Inez María, etc. . . Il s'agit principalement d'interventions administratives pour ouvrir des négociations entre les travailleurs et les propriétaires. Les ouvriers agricoles font une demande à l'IERAC pour que celle-ci achète l'hacienda et la leur vende. Les ouvriers reçoivent un titre de propriété et paient ensuite leur terre pendant 20 ans. Les expropriations sont inconnues sur la Côte.

Les paysans bénéficiaires ne reçoivent aucune aide technique. Ils ne sont pas obligés de former des coopératives de production. L'organisation réalisée entre les paysans s'appelle bien coopérative, mais comme dans les zones de colonisation, elle n'en a que le nom. Il s'agit principalement de groupements de propriétaires indépendants, moyen indispensable parfois pour acquérir des terres et construire des routes, des ponts et des écoles. Mais elle n'est pas obligatoire. Ainsi, sur l'hacienda Fronda, dans le canton Saule, 74 personnes ont formé la précoopérative de San Jacinto, mais 26 autres sont restés indépendants.

Malgré une nouvelle loi sur les coopératives en 1966, qui, certes, apporta une nouvelle vigueur au mouvement, celui-ci se fait sans but très précis ou même connu des membres eux-mêmes. Le conseil d'administration est élu par l'Assemblée Générale des travailleurs, mais aucun membre de l'Etat n'y est présent.

Des enquêtes effectuées sur les coopératives agricoles dans toute la

Côte montrent que plus de 85 % des membres de celles-ci n'ont reçu aucune formation. Le plus souvent, elles sont nées de l'initiative d'un agriculteur pour qui la coopérative est la solution à tout problème et qui réussit à convaincre plusieurs associés à entrer dans le mythe: l'IERAC ne peut guère apporter d'aide à ces coopératives. . .

En effet, dès le début, l'IERAC a eu plus de responsabilités que de possibilités pour entreprendre son programme. L'Institut n'a pas eu pratiquement l'appui politique nécessaire pour affirmer son action. Au contraire, les changements de gouvernement ont chaque fois retardé la solution des problèmes. On remarque également la diminution de l'appui politique au fur et à mesure des années.

Le problème financier reste primordial, car les ressources de l'IERAC sont très limitées. L'aide de l'Etat est très faible. Le budget attribué par la loi s'élève à deux millions de dollars par an et à l'équivalent de deux millions de dollars en bons émis par l'Etat pour financer les achats de terre. Or le budget n'est pas régulièrement suivi. L'IERAC dispose en outre d'une aide de l'A.I.D. et de ressources diverses, telles que des terres incultes obtenues suivant la loi, des terres achetées et des revenus pour les services prêtés par l'IERAC.

La loi comporte des déficiences profondes qui ont permis aux propriétaires de la tourner. Ceux-ci ont exercé des pressions à travers les chambres d'agriculture non seulement à l'extérieur mais à l'intérieur de l'IERAC. Egalement le syndicat des propriétaires de terre a même manifesté à l'assemblée, en 1969, son opposition à l'IERAC.

La difficulté d'application de cette loi encouragea le gouvernement et l'IERAC à s'occuper davantage de la colonisation surtout vers les terres vierges de l'Orient.

Cependant, la loi a poussé les propriétaires à mettre en culture des terres qui ne l'avaient pas été depuis trois ans. Elle les a entraînés à modifier d'eux-mêmes les structures de leurs entreprises. Ainsi, des exploitations ont été divisées et vendues en lots. Mais cela n'a en aucune façon modifié les relations économiques et sociales.

L'organisation de l'IERAC n'est pas à même d'être efficace. Une structure trop rigide et une bureaucratie écrasante freinent son action. Le changement trop fréquent du personnel directeur nuit à la continuité de l'action et à la véritable responsabilité. En septembre 1970, 726 fonctionnaires de l'IERAC ont été remplacés.

Le niveau moyen des techniciens est, dans l'ensemble, insuffisant. L'ingérence de l'influence politique sur l'organisme est certaine. Elle assure des postes à des personnes peu compétentes.

L'absence de coordination de l'IERAC avec d'autres organismes et ministères s'intéressant au secteur agricole est regrettable. En effet, l'installation de colons n'est pas souvent coordonnée avec la cons-

truction de la route qui leur assurera les possibilités de débouchés pour les produits agricoles. Néanmoins, des efforts sont depuis peu entrepris pour améliorer les relations entre les différents secteurs.

Les premiers résultats de la loi de réforme agraire n'ont pas été concluants. On observe, en effet, une baisse de production due souvent à l'incapacité de l'ouvrier agricole à gérer une exploitation, si petite soit-elle. La situation du paysan n'est donc pas toujours meilleure. Les liens du paternalisme rompus le laissent seul face aux difficultés et à l'organisation rationnelle des grandes exploitations. On peut espérer cependant que la situation sociale est meilleure sur la Côte que dans la Sierra, parce qu'il existe chez les paysans de la Côte un plus grand esprit d'entreprise, une capacité technique plus favorable à l'initiative par suite d'un plus grand entraînement au changement et aux difficultés dues aux cultures d'exportation.

La loi d'abolition du précarisme

La loi d'abolition du précarisme, votée au début septembre 1970, va relancer la réforme agraire en lui redonnant de la vigueur par l'effort apporté sur un point particulier. Cette nouvelle loi concernera davantage la Côte, et son application entraînera certainement de profondes modifications de la structure agraire, plus sûrement que la loi de réforme agraire de 1964.

En effet, la loi de 1970 considère comme précaristes "tous ceux qui cultivent la terre d'autrui". Désormais, d'après ce nouveau texte, les précaristes ne sont plus obligés de payer les locations de terre en argent, en produits ou en service, malgré les contrats écrits ou oraux. Ils sont automatiquement reconvertis en propriétaires des parcelles qu'ils travaillent et ce, jusqu'à concurrence de 50 has dans toute la zone côtière. Ceci s'applique à tous les paysans qui individuellement ou avec leur famille cultivaient ces parcelles depuis plus de trois ans. Ils doivent présenter à l'IERAC une demande établie selon toute une procédure réglementaire pour que l'institut puisse procéder à la reconnaissance des faits et à l'expropriation immédiate des terres qu'ils travaillaient.

Un certificat d'adjudication est alors délivré aux paysans qui dédommageront en 10 ans selon la valeur du cadastre. Pour ne pas prolonger indéfiniment les démarches, la loi laisse trois ans aux paysans pour effectuer leur demande. Elle autorise en outre les bénéficiaires à faire appel à la police si certains propriétaires essayaient de les dissuader d'entreprendre une telle action.

Ainsi, après six ans d'expérience de réforme agraire, l'effort est porté sur un seul de ses aspects: l'abolition du précarisme. Sans aucu-

ne restriction, la loi aboutit à la condamnation de tout faire valoir indirect. En effet, le terme de précariste s'adresse sans nuance à tous les paysans sans terres, comme à ceux qui en sont insuffisamment pourvus. L'application de la loi est-elle réalisable? Par quel moyen l'IERAC pourra-t-il acheter tant de terres et attendre le remboursement annuel des nouveaux propriétaires?

Lors de la parution de cette loi, il n'a pas été donné d'informations sur les moyens envisagés pour y parvenir financièrement et même techniquement. L'Institut de la Réforme Agraire, lui-même, ne semble pas pouvoir mener à bien cette loi imposée par le gouvernement. L'IERAC entreprendra cependant un registre des ouvriers agricoles non salariés avec l'indication de l'extension des parcelles travaillées, le prix de location et les formes de tenure, inventaire qui n'avait jamais été réalisé jusqu'alors.

On sait également que l'application de la loi débutera par un plan pilote prévu à Loja, où 55 000 has seront répartis entre 10 000 familles.

La nouvelle loi frappe donc un nombre important des exploitations principalement situées dans les régions où le métayage est bien représenté, c'est-à-dire, dans le Guayas, Los Ríos et à Esmeraldas.

Certaines conséquences de cette nouvelle loi sont prévisibles, car déjà les premiers malaises se ressentent. C'est avec une réelle inquiétude que la plupart des exploitants ont attendu puis accueilli cette loi. En effet, devant l'incertitude de l'avenir proche, les propriétaires ont montré quelques réticences à louer des parcelles de terre. On observa même un recul de certaines productions notamment celle du riz. Tout cela aboutit pour le moment à l'effet contraire à celui attendu, puisque les propriétaires devaient en principe être amenés à exploiter de façon intensive pour éviter d'être expropriés.

Les paysans, de leur côté, attendent l'application de la loi. Celle-ci ne se préoccupe pas des salariés agricoles; or la plus grande partie d'entre eux sont dans une situation voisine du précarisme. Ils désirent aussi des terres et souhaitent que la loi prenne à son tour en considération leur cas.

De plus, il est prévu que les terres seront payées au prix de la valeur du cadastre. Or cela ne tient pas compte de l'augmentation de leur prix au cours des dernières années. Ainsi, l'intensification de l'occupation du sol sur la Côte aura abouti le plus souvent à une élévation de la valeur du terrain.

Seul l'avenir permettra de voir les réalités de cette loi qui, une fois de plus, n'exprime guère les aspirations des paysans, mais celles d'un gouvernement soucieux de justice sociale, sans tenir compte de ses

propres possibilités ni de celles des paysans, puisque pratiquement aucune aide technique ne leur est accordée.

Une fois de plus est mis en marche le processus d'atomisation de la propriété terrienne. Le microfundio, peu important sur la Côte jusqu'ici, s'y installe et y accélère les transformations sociales en faisant du précariste un propriétaire. Mais cette promotion réalisée sans encadrement technique et financier ne lui fait pas perdre ses habitudes traditionnelles de travail. Livré à lui-même, avec toutes les responsabilités jusque là réservées au propriétaire, il se retrouve incompetent devant les difficultés de l'agriculture tropicale, surtout s'il vient de la Sierra, et même de la culture d'exportation qui est qualitativement exigeante. Ainsi, la mauvaise utilisation du sol entraîne un gaspillage à tous les niveaux et n'améliore en aucune façon la situation du nouveau petit propriétaire. Il se trouve de plus en plus en proie à une concurrence de la part des grands planteurs qui, après la perte d'une partie de leurs terres, ont davantage intensifié leur système de culture pour répondre aux exigences accrues de l'exportation, mais également pour faire face au problème récent du manque de main d'œuvre spécialisée.

Conclusion

La Côte est donc loin d'être stabilisée. En effet, les mouvements de population continuent, la colonisation se poursuit également, car des terres vierges existent encore, mais avant tout, les rapports sociaux changent très rapidement modifiant sans cesse la physionomie de la Côte. La disparition de la grande hacienda est le fait essentiel des dernières années. Ce n'est pas le résultat de la réforme agraire, mais la conséquence de deux crises économiques entraînant une technicité coûteuse qui nécessite un rétrécissement spatial, c'est-à-dire, des ventes et une intensification de l'exploitation. Ces changements provoquent surtout la naissance de deux secteurs opposés, celui de subsistance qui n'existait jadis que dans la région du Manabí et d'Esmeraldas, et celui de plus en plus moderne d'exportation. La nouvelle loi de réforme agraire accentue ce phénomène en laissant les nouveaux petits propriétaires isolés et démunis de toute aide. La confrontation des deux secteurs est dans les faits aujourd'hui, et ne paraît devoir que se poursuivre.

Néanmoins, les conséquences lointaines devraient également être l'intensification de l'occupation du sol dans toute la zone côtière, puisque les anciens précaristes dotés de terres vont mettre en valeur des zones marginales et que le secteur de grande propriété d'exporta-

tion devrait au minimum se maintenir à son niveau actuel en puisant sa main d'oeuvre dans les réserves du Manabí et de la Sierra.

Les modifications de l'organisation de l'espace côtier sont donc loin d'être terminées.

Notas

¹ La côte géographique comprend les 5 provinces de la côte politique (administrative), le canton de Santo Domingo situé à l'Ouest de la province du Pichincha et les bas versants occidentaux des provinces de Cotopaxi et de Bolívar.

² L'étude de l'occupation du sol a été réalisée par M. Claude Collin Delavaud.